



# le pouvoir aux travailleurs

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES  
ISSN 0241 0494      Le 12 février 2024      N° 502      PRIX : 0,60 Euro

**À bas le capitalisme ! À bas le nationalisme !  
À bas les frontières ! Vive l'internationalisme  
et le communisme !**



- **Sommaire au verso**

## Sommaire

### Éditorial

À bas le capitalisme ! À bas le nationalisme ! À bas les frontières ! vive l'internationalisme et le communisme !

Page 3 : Les travailleurs n'ont rien à faire des frontières qui ont été créées pour les diviser !

Pages 4-5 : Seul, le renversement du capitalisme par la révolution prolétarienne pourra sauver le monde de la barbarie et de la guerre.

Pages 5-6 **Afrique de l'Ouest** : crise au sein de la Cédéao, ce sont les populations pauvres qui en font les frais.

Page 7 **Sénégal** : Macky Sall, pompier pyromane !

Pages 8-9 **Côte d'Ivoire** :  
▶ Lutte contre la corruption, rien que de la comédie!  
▶ Ministère de la Construction : ça sent la magouille !  
▶ Déguerpissement révoltant à Yopougon Gesco.  
▶ Cacao : négociants, industriels et armateurs s'en mettent plein les poches !

Pages 9 **Madagascar** : les quelques gesticulations du président contre la pauvreté, ne peuvent pas cacher la misère.

Pages 9 et 10 **International** : Mettre fin à la barbarie capitaliste.

### Abonnement

**France** : (en éco-pli)

12 numéros : 20 euros

Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste courants.

**Autres pays** : nous consulter.

### Adresse

Le PAT BP 42  
92114 Clichy Cedex

**Site internet:**

[www.uatci.org](http://www.uatci.org)

## Éditorial

**À BAS LE CAPITALISME ! À BAS LE NATIONALISME ! À BAS LES FRONTIÈRES ! VIVE L'INTERNATIONALISME ET LE COMMUNISME !**

*Ousmane Sylla, un jeune Guinéen de 22 ans s'est donné la mort dans un «centre de rétention» pour migrants en Italie. Il n'en pouvait plus d'être privé de liberté et d'être maintenu dans des conditions inhumaines. Ce migrant aurait pu aussi bien être originaire de la Côte d'Ivoire, du Sénégal ou de n'importe quel autre pays pauvre du monde. C'était un jeune qui se « cherchait » comme nombre de travailleurs migrants à travers le monde. Sa mort est à mettre sur le compte de cette société capitaliste qui laisse des centaines de millions de personnes sur le bord du chemin pour la simple raison qu'elles sont pauvres.*

*Pour échapper à la misère, à la dictature ou aux guerres qui ravagent la plupart des pays africains, des dizaines de milliers de personnes quittent chaque année leur pays pour tenter leur chance vers des contrées plus riches. Certaines meurent en chemin en traversant le désert, d'autres sont noyées en prenant des embarcations de fortune. Ousmane Sylla faisait partie de ceux qui avaient réussi à parvenir jusqu'en Italie, mais ce n'est pas pour autant qu'il était hors de danger.*

*Les dirigeants d'extrême droite au pouvoir dans cette Italie-là ont été élus après avoir propagé le nationalisme, le racisme et la xénophobie, plus particulièrement à l'encontre des migrants. Ils ont mis en place des mesures draconiennes pour rendre encore plus difficile l'arrivée de ces derniers sur leur territoire. Et lorsque certains parviennent tout de même à accoster sur les côtes italiennes, ils sont traités comme des pestiférés et parqués dans des « centres de rétention » où les conditions de vie sont telles que certains préfèrent mettre fin à leur existence plutôt que d'endurer la souffrance et l'humiliation qui leur sont infligées. D'autres tombent entre les griffes des capitalistes qui profitent de leur situation de détresse pour les exploiter dans des conditions atroces. Leur rêve de sortir de la misère se transforme souvent en cauchemar.*

*Il n'y a pas d'avenir heureux pour les pauvres dans cette société capitaliste, même là où ce ne sont pas des partis d'extrême droite qui sont au pouvoir. C'est le système capitaliste lui-même qui, par sa nature, est incompatible avec l'épanouissement et le bien-être de l'écrasante majorité de la population. Ce ne sont pas les moyens techniques, humains ou financiers qui font défaut pour que chacun puisse vivre convenablement, se soigner, se loger, se cultiver et profiter pleinement des progrès de la*

connaissance. Le problème c'est que toutes les richesses de la société sont accaparées par la classe sociale parasite et exploiteuse, celle de la bourgeoisie. C'est elle qui impose son système d'exploitation aux quatre coins de la planète.

Tant que les travailleurs n'auront pas débarrassé l'humanité toute entière de ce système économique basé sur l'exploita-

tion de l'homme par l'homme, une grande partie des habitants de cette terre continuera de vivre dans la misère et dans la souffrance. En renversant le capitalisme par la révolution et en prenant le pouvoir, les travailleurs bâtiront une nouvelle société sans exploitation, sans oppression et sans frontières. Les communistes révolutionnaires sont les seuls à défendre cette perspective-là.

## LES TRAVAILLEURS N'ONT RIEN À FAIRE DES FRONTIÈRES QUI ONT ÉTÉ CRÉÉES POUR LES DIVISER !

Il est de bon ton de se dire « panafricaniste » dans la petite bourgeoisie mondaine de nos pays africains. Même les dirigeants au pouvoir se réclament peu ou prou du panafricanisme tout en s'accrochant mordicus aux frontières héritées du colonialisme. L'OUA (Organisation de l'Unité Africaine) rebaptisée UA (Union Africaine) depuis 2002 et à laquelle adhèrent tous les États africains, prône cette même idée jusque dans sa charte de fondation, mais cela ne l'a jamais empêché de prôner en même temps le caractère « intangible » des frontières en Afrique.

Les dirigeants de l'UA tout comme nos dictateurs, ne sont pas à une contradiction près. Leur profession de foi sur « l'unité africaine » et en même temps sur « l'unité nationale » ne les empêche pas de faire de la surenchère à caractère ethnique et xénophobe lorsqu'il y va de leurs intérêts pour se maintenir au pouvoir. Leurs adversaires politiques de l'opposition en font autant.

Tous mettent des trémolos dans leur voix lorsqu'ils font des discours sur leur prétendu « amour de la patrie », mais ce qui est sûr c'est que leur amour du pouvoir et des privilèges qu'ils peuvent en tirer, est immense. Mais au-delà de leurs calculs de politiciens pour parvenir au trône ou pour s'y accrocher, ces discours cachent aussi un piège mortel pour duper les exploités, pour les opposer les uns aux autres en fonction de leur nationalité.

« Diviser pour mieux régner », c'est la devise bien connue des exploités et des oppresseurs, et cela ne date pas d'aujourd'hui. Durant la période coloniale, le continent africain a été partagé comme un gâteau entre les différentes puissances impérialistes d'Europe. Les plus gros morceaux ont été accaparés par l'Angleterre et la France alors les puissances les plus avancées économiquement et militairement. Les premières frontières à l'intérieur du continent africain ont été tracées selon le rapport de forces entre les États colonisateurs.



Le partage de l'Afrique lors du congrès de Berlin en 1884-1885

Ensuite, lorsque les populations colonisées ont commencé à se révolter au point de menacer de renverser les empires coloniaux, les dirigeants des puissances coloniales ont changé leur fusil d'épaule en procédant à la décolonisation. Leur objectif était de sauvegarder l'essentiel, à savoir la continuation du pillage et de l'exploitation tout en laissant le pouvoir localement entre les mains des valets locaux et en leur accordant quelques miettes en échange de leur soumission.

Les vastes empires coloniaux ont commencé alors à être dépecés en petits États en fonctions des intérêts de la bourgeoisie coloniale. Les frontières se sont multipliées en autant de prisons pour les peuples africains. Le tracé des frontières était tellement absurde que du jour au lendemain des membres d'une même famille ont parfois été partagés entre deux ou trois nationalités différentes. Plus les populations étaient divisées en innombrables « nationalités », mieux l'ancienne puissance coloniale pouvait continuer à les dominer.

Plusieurs générations de dictateurs se sont succédé depuis les indépendances, leur look a peut-être changé mais leur fonction reste fondamentalement la même. Ils continuent d'être des laquais et des gardiens des intérêts généraux de la grande bourgeoisie impérialiste, à commencer par celle de leur ancienne puissance coloniale qui a gardé d'innombrables liens d'intérêts et de soumission avec eux.

La différence entre la situation d'hier et d'aujourd'hui est que le monopole colonial qui était de mise hier, a fait place à une concurrence plus rude entre les puissances capitalistes pour mettre la main sur les ri-

chesses naturelles. Le pillage se fait de manière plus accélérée et plus dévastatrice car les moyens mis en œuvre sont plus modernes. Pendant ce temps, l'écrasante majorité des populations africaines continue de crouler sous la pauvreté. Des millions de personnes sont broyées chaque année sur l'autel du profit et des guerres que se livrent ouvertement ou indirectement les bourgeoisies des puissances capitalistes.



Le morcellement du continent après la décolonisation

## SEUL, LE RENVERSEMENT DU CAPITALISME PAR LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE POURRA SAUVER LE MONDE DE LA BARBARIE ET DE LA GUERRE

Plus loin de nous, en Ukraine et en Russie, c'est au nom de « l'amour de la patrie » que des jeunes issus des classes populaires sont envoyés à la mort par centaines de milliers depuis deux ans. Ceux qui refusent de se faire enrôler dans cette sale guerre sont emprisonnés, certains sont peut-être tués.

Les enjeux de cette guerre n'ont rien à voir avec les intérêts des populations de part et d'autre de la frontière. À la base, c'est l'impérialisme américain qui, derrière l'OTAN, mène la guerre contre la Russie de Poutine avec la peau de la population ukrainienne pour asseoir sa suprématie dans cette région de l'Europe et plus largement sur le reste du monde.

La guerre a toujours été un des moyens par lequel l'impérialisme américain, comme les autres impérialismes de seconde zone, tentent de s'imposer. La 1<sup>ère</sup> puis la 2<sup>ème</sup> guerre mondiale ont montré de quoi les dirigeants des grandes puissances sont capables en matière de violence et de barbarie à grande échelle pour défendre les intérêts de leurs grandes bourgeoisies à travers le monde.

En dehors de ces deux guerres, il y a toujours eu un peu partout dans le monde des conflits armés qui ont fait d'innombrables victimes. C'est le cas actuellement au Soudan, au Congo, en Érythrée, dans certains pays du Sahel, au Moyen Orient et ailleurs. Hier c'était en Afghanistan, en Irak ou en Syrie, en Yougoslavie, etc.

Derrière chacune de ces guerres se cachent des rivalités entre les puissances capitalistes, chacune voulant s'emparer des richesses naturelles et étendre sa zone d'influence.

L'existence de ces conflits militaires est déjà en soi une source d'enrichissement pour les capitalistes de l'industrie de l'armement et des secteurs qui tournent autour. Mais, d'autres conflits, peut-être de grande ampleur, sont en préparation. L'explosion des budgets militaires et la multiplication des engins de morts, particulièrement aux États-Unis et en Europe, illustrent cette course aux armements et l'acheminement vers un nouveau conflit mondial avec toutes les conséquences désastreuses que cela

entraînera, y compris sur les populations qui vivent loin des zones de conflit.

Les soubresauts de la crise mondiale du capitalisme ne font qu'exacerber les tensions déjà existantes et peuvent accélérer la marche vers la guerre.

Alors, si nous les travailleurs, nous ne voulons pas être embarqués de gré ou de force dans cette sale guerre pour les intérêts des banquiers, des trusts, des marchands d'armes et de leurs États, nous n'avons pas d'autre choix que de préparer notre guerre à nous, celle du prolétariat contre la bourgeoisie et son système capitaliste qui « porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage » (parole prononcée en 1895 par Jean Jaurès, un dirigeant socialiste français, assassiné en 1914).

## Afrique de l'Ouest

### CRISE AU SEIN DE LA CÉDÉAO, CE SONT LES POPULATIONS PAUVRES QUI EN FONT LES FRAIS



Les 15 pays membres de la Cédéao avant la sortie des trois pays (Mali, Burkina Faso et Niger). La Guinée n'est pour le moment que suspendue.

Le 29 janvier dernier, le Burkina Faso, le Mali et le Niger, ont décidé de se retirer ensemble de la Cédéao (Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest). Quelques mois plus tôt, ils n'étaient encore que « suspendus », de même que la Guinée, pour motif de coup d'État.

Des sanctions leur ont été infligées, et cela s'est traduit surtout par des mesures financières et commerciales accompagnées de menace d'interventions militaires pour le retour à « l'ordre constitutionnel » et à un

pouvoir civil. Mais ce sont surtout les populations pauvres qui ont fait les frais de ces sanctions qui se sont traduites par exemple par la pénurie de médicaments et de certains produits de première nécessité.

De leur côté, les putschistes de ces trois États ont décidé de se regrouper au sein de l'Alliance des États du Sahel (AES) et menacé de sortir de la zone franc pour créer leur propre monnaie.

La durée de vie d'une telle alliance de circonstance dépendra avant tout de la durée de vie de ces régimes. Cette région du Sahel est particulièrement connue pour son instabilité chronique. Ces trois pays totalisent 18 coups d'État depuis leur indépendance et peut-être autant sinon plus de tentatives qui n'ont pas abouti.

La politique de la France, ancienne puissance coloniale, dans cette région qu'elle a toujours considérée comme son pré-carré, n'est pas étrangère à cette instabilité. La manière dont elle a tracé arbitrairement

les frontières de ces pays lors de la décolonisation, sans tenir compte de l'histoire du peuplement de cette région, est déjà une source de conflits. Ensuite, elle a tout fait pour que cette région continue de rester sous sa domination en déstabilisant un régime lorsque celui-ci ne se montrait pas très docile, y compris en fomentant des coups d'État contre des régimes civils pour installer ses propres pions issus de l'armée. C'est l'État français qui est à l'initiative des premiers coups d'État dans cette région, par exemple au Mali en 1968, en choisissant le militaire Moussa Traoré pour renverser le civil Modibo Keïta.

Aujourd'hui, avec trois membres de moins et un quatrième (Niger) suspendu, la Cédéao qui en comptait jusqu'ici 15, est en crise. Sa politique à l'égard des putschistes de Bamako, Ouagadougou et Niamey indique son alignement à celle de l'impérialisme français qui ne tolère pas que quelqu'un prenne le pouvoir sans son aval dans ses anciennes colonies, et encore moins ceux qui lui sont hostiles.

Il est évident que ce retrait de la Cédéao va pénaliser en premier lieu les populations pauvres de ces pays, notamment celles qui vivent dans les pays voisins tel que la Côte d'Ivoire. Leurs déplacements risquent d'être encore plus entravés par l'instauration de nouvelles barrières douanières qui ne manqueront pas de surgir, sans compter les tracasseries supplémentaires et les racketts sur les routes.

Cela se traduira inévitablement par un renchérissement des prix du transport et des denrées. Mais tant que ce sont les populations pauvres qui en souffrent, cela n'empêchera ni les putschistes, ni les dirigeants de la Cédéao de dormir sur leurs deux oreilles.

Derrière le conflit entre, d'un côté les dirigeants de la Cédéao qui prétendent défendre la constitution et la démocratie et de l'autre, les putschistes qui prétendent

défendre leur droit à la « souveraineté nationale », il y a surtout des enjeux économiques qui s'entrechoquent et auxquels se mêlent des ambitions personnelles.



6, août 2023 à Niamey, manifestation contre les sanctions infligées par la Cedeao. (Issifou Djibo/EPA)

Si les coups d'États qui ont eu lieu dans ces trois pays sahéliens avaient reçu l'aval de Paris, comme celui qui s'est fait au Tchad par Deby fils, ça se serait probablement passé différemment. L'impérialisme français à certes été contraint de lâcher du lest en évacuant militairement ses troupes militaires de ces trois pays mais ce n'est pas pour autant qu'il abandonne ses intérêts, surtout en cette période de crise économique mondiale où chaque puissance cherche à protéger, voire à agrandir sa zone d'influence.

Dans cette crise économique mondiale qui ne cesse de s'aggraver, les pays les plus pauvres du globe sont doublement affectés. En plus de subir le pillage de leurs ressources, ils sont aussi victimes des rivalités entre grandes puissances qui se battent pour mettre la main sur ces ressources. C'est cela qui alimente les putschs, les sécessions, les rébellions et autres guerres de clans qui ensanglantent l'Afrique.

Tant que l'économie mondiale fonctionnera sur la base du système capitaliste, l'Afrique ne sortira pas de ces crises et de ces guerres, et ce sont toujours les populations les plus démunies qui en pâtiront.

# Sénégal

## MACKY SALL, POMPIER PYROMANE !

Après avoir effectué deux mandats présidentiels consécutifs, Macky Sall n'a visiblement pas envie de quitter le pouvoir. Dans un premier temps, il voulait faire un troisième mandat quitte à empiéter la constitution qui limite le nombre à deux. Il a commencé par écarter de son chemin les principaux candidats de l'opposition dont Ousmans Sonko, en les disqualifiant ou en les emprisonnant.

Devant l'ampleur de la mobilisation populaire derrière les partis d'opposition et le manque de ferveur dans son propre camp, Maky Sall a fini par renoncer au troisième mandat et a proposé comme poulain Amadou Ba qui est en même temps son Premier ministre. Mais, vu que les chances de ce dernier sont faibles selon les «observateurs» de l'opinion publique sénégalaise, Macky Sall a trouvé un prétexte pour continuer à occuper son fauteuil présidentiel.

Le prétexte trouvé est que le pays est en «crise», par conséquent l'élection prévue pour le 25 février 2024 doit être reportée sur le champ pour une date ultérieure afin de mettre le pays « *sur la trajectoire démocratique* », dit-il. Il s'est pris pour le sauveur suprême alors qu'il n'est qu'un pompier pyromane !



Le 9 février 2024 à Dakar, des manifestants contre le report de l'élection allument des feux dans une rue. (David Rich)

Aussitôt après cette annonce, les partis d'oppositions ont de nouveau mobilisé leurs

partisans qui ont manifesté dans plusieurs villes du pays. En quelques jours, il y a déjà eu trois manifestants abattus par la police à Saint-Louis, Dakar et Ziguinchor ainsi que de nombreux blessés. Il y a eu également de nombreuses arrestations arbitraires et comme dans toutes les dictatures, le gouvernement a aussitôt coupé le réseau Internet et les antennes de médias jugés favorables à l'opposition. Il les a rétablies par la suite car cela n'a fait que mettre de l'huile sur le feu.

On assiste donc actuellement à un bras de fer entre le pouvoir et l'opposition. Celle-ci est vent debout contre ce qu'elle a qualifié de « *coup d'État constitutionnel* ». Jusqu'à présent, l'armée et plus précisément les généraux sont restés loyalistes vis-à-vis du pouvoir, mais pour combien de temps encore ? L'impérialisme français qui a d'énormes intérêts dans ce pays, ainsi qu'une base militaire permanente, reste aussi aux aguets.

Ce qui est sûr c'est que Macky Sall est devenu de plus en plus impopulaire. Il avait promis de lutter contre la vie chère, tout le monde se souvient de ces fameuses « *11 décisions applicables en 55 mesures pour alléger les souffrances de la population* ». C'était en novembre 2022, mais la population a continué à souffrir de la flambée des prix et des loyers.

La jeunesse des quartiers populaires a aussi continué à galérer car le peu de choses qui ont été promises en matière de lutte contre le chômage, de création d'école de formation professionnelle et d'amélioration des conditions d'étude, etc. ont été « oubliées ». C'est la même chose du côté de la lutte contre la corruption.

Les principaux candidats qui ont pignon sur rue prétendent avoir des « solutions » pour la jeunesse et les chômeurs, contre la cor-

ruption, etc. C'est la même musique que Macky Sall et avant lui, Abdoulaye Wade, avaient joué lorsqu'ils étaient candidats. C'est dire que les jeunes des quartiers populaires, les chômeurs, les travailleurs et plus généralement tous ceux qui souffrent

de la misère et de la vie chère, n'ont aucun intérêt à mettre leur avenir entre les mains de ces politiciens qui leur promettent monts et merveilles pour obtenir leur vote. Ils ne peuvent compter que sur leur mobilisation.

## Côte d'Ivoire

---

### LUTTE CONTRE LA CORRUPTION, RIEN QUE DE LA COMÉDIE !

Sous prétexte de vouloir lutter contre la corruption, le gouvernement a mis en place une institution dénommée « *Haute Autorité pour la bonne gouvernance* », avec un président à sa tête et tout un personnel qui émerge sur le compte de l'État.

Pour montrer qu'elle sert à quelque chose et qu'elle a la volonté de contrôler « *les détournements des deniers publics, les blanchiments des capitaux et l'enrichissement illicite* » dans tous les rouages de l'État, cette « haute autorité » fait de grandes déclarations tapageuses. Ainsi, prétend-elle que les déclarations de patrimoine de 9000 personnes seront

contrôlées, à commencer par celle du Président, des ministres et autres secrétaires d'État, des députés, des maires et de leurs adjoints, etc.

Ce sont des comédiens qui veulent nous faire croire qu'au sommet de l'État, il y a une vraie volonté politique de lutter contre la corruption et les détournements de l'argent public. Ce n'est pas la première fois qu'on nous joue cette comédie, et ce ne sera probablement pas la dernière.

La création de ce nouveau service permettra tout au plus de caser quelques amis du pouvoir tout en amusant la galerie !

### MINISTÈRE DE LA CONSTRUCTION : ÇA SENT LA MAGOUILLE !

Quatre hauts responsables, tous au rang de directeur au ministère de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme, ont été inculpés pour une affaire de ventes illicites de terrain dans le village d'Elokaté, sous-préfecture de Bingerville.

Les villageois dénoncent l'émission d'Arrêtés de Concession Définitive (ACD) au profit de diverses personnes, fondée sur des attestations de propriété coutumière obtenues de manière frauduleuse. Le litige porte sur plus de 490 hectares de terrain, avec un préjudice estimé à 100 milliards de francs Cfa.

Pour le moment, les responsables vaquent à leurs occupations au ministère de la Construction, protégés par « la présomption d'innocence », selon la procureure en charge du dossier. Leur ministère a même pondu une note pour les défendre et ne prendra des mesures que si leur culpabilité n'est pas établie à la fin de la procédure.

C'est à croire qu'il y a peut-être de plus gros bonnets au-dessus de cette affaire. À cette allure, avec un si gros montant en jeu, cette affaire est peut-être bien partie pour tomber dans les oubliettes !

### DÉGUERPISSEMENT RÉVOLTANT À YOPOUGON GESCO

Après avoir démoli les étals et les magasins des petits commerçants aux abords de l'autoroute du nord, sous prétexte de l'organisation de la CAN, les autorités ont

décidé de s'en prendre aussi aux habitations.



Ainsi, le 29 janvier, les bulldozers sont entrés en action dans les sous-quartiers « Pays-bas », « HKB », « Cité Jardin d'Eden ». Les habitants, surpris par la présence des engins et d'un impressionnant dispositif de corps habillés, n'ont eu qu'une trentaine de minutes pour sauver ce qui pouvait l'être. Le reste de leurs affaires a été broyé en même temps que leurs habitations sous les chenilles des pelleteuses. Homme, femmes, enfants, vieillards ont été jetés à la rue sans ménagements.

Aujourd'hui, ceux qui n'ont pas pu trouver refuge chez des parents ou chez des connaissances, dorment toujours à la belle étoile et à la merci de toutes les intempéries. Les écoles n'ont pas été

épargnées, jetant dehors des enfants en pleine année scolaire.

Ce déguerpissement a touché plus d'un millier de personnes, devenues du coup des sans-abris. Ces autorités ont montré là encore toute leur haine, leur mépris et leur brutalité à l'égard des populations pauvres.

Le maire de la commune a fait mine subitement de se muer en défenseur de la veuve et de l'orphelin. Mais les paroles mielleuses d'un politicien comme lui ne valent rien. Les gens de son espèce continueront de s'en prendre aux travailleurs et aux populations pauvres tant qu'ils ne rencontreront pas une réelle résistance de la part de ceux-ci.

## **CACAO : NÉGOCIANTS, INDUSTRIELS ET ARMATEURS S'EN METTENT PLEIN LES POCHEES !**

Le prix du kilogramme de cacao avoisine actuellement les 3.000 Fr Cfa sur les marchés de Londres et de New-York. Les deux plus gros producteurs, la Côte d'Ivoire et le Ghana prévoient une mauvaise récolte. Pour le cacao ivoirien qui représente 45 % de la production mondiale, cette saison il y a une baisse prévisionnelle de 400 000 tonnes par rapport à la saison précédente. Les boursicoteurs ont trouvé là un prétexte pour spéculer sur ce produit.

C'est ainsi que le prix à l'international a atteint son niveau le plus élevé depuis les 40 dernières années. Évidemment, cela ne profite ni aux petits paysans ni aux ouvriers agricoles. Le prix maximum d'achat est fixé à 1000 Fr le kilogramme par le Conseil Café Cacao (CCC), qui est l'organisme en charge

de la gestion de toutes les activités de la Filière Café-Cacao.

Une poignée de multinationales - Barry Callebaut (Suisse), Olam (Singapour), Cargill (États-Unis), Ecom (Suisse), Sucden et Touton (françaises) - détiennent le quasi-monopole du négoce. Ce sont les premières bénéficiaires du marché de cacao. Elles spéculent et agissent sur le marché mondial pour ramasser le maximum de profits. Ensuite, il y a les armateurs qui le transportent. Enfin, il y a toute l'industrie liée à sa transformation, telle que Nestlé, Ferrero et autres. Ce sont toutes ces multinationales qui se taillent la part du lion et ne laissent que des miettes aux petits paysans et aux ouvriers agricoles.

## **Madagascar**

---

### **LES QUELQUES GESTICULATIONS DU PRÉSIDENT CONTRE LA PAUVRETÉ, NE PEUVENT PAS CACHER LA MISÈRE**

Le gouvernement lance le projet « Ankohonana Miarina » dont l'objectif consiste à sortir de la misère quelques familles déshéritées. Pour marquer son attachement à ce projet, Andry Rajoelina en personne a ef-

fectué le déplacement dans la région de l'Itasy. Quelques personnes triées sur le volet ont bénéficié d'une aide à la formation pour leur permettre d'accéder à des emplois décents et aux technologies qui

pourraient leur faciliter la vie. Une localité qui s'appelait Tsimahabeomby (là où le bétail ne prospère pas) a été débaptisée car trop dévalorisante au goût du président. Elle s'appelle maintenant Miarina (qui prend l'essor).

La ministre de la population et des solidarités a été remplacée par une autre plus à même de porter les nouvelles gesticula-

tions du président en matière de lutte contre la pauvreté.

Changer le nom malsonnant de quelques villages, remplacer des ministres qui n'ont plus la cote d'amour, inaugurer en grande pompe quelques ponts, voilà à quoi se résume la politique tape-à-l'œil du président. Il veut faire croire que de cette façon il va éradiquer la pauvreté. Personne n'est dupe.

## International

---

### METTRE FIN À LA BARBARIE CAPITALISTE

Il paraît que 2023 a été une bonne année pour les riches. En effet les 10 personnes les plus riches du monde détiennent autant que 3,1 milliards de la population pauvre, soit le tiers de la population mondiale. Plus de 60% des personnes pauvres de la planète vivent en Afrique subsaharienne. La concentration des richesses tue chaque jour plus de 20 000 personnes, c'est-à-dire une personne toutes les 4 secondes essentiellement par manque d'accès aux soins et à une nourriture suffisante.

En plus de la pauvreté, les peuples vivent dans une insécurité effroyable entretenue par le fonctionnement du capitalisme. Ce système basé sur la recherche du profit, engendre des guerres dont les populations sont les premières victimes. En Israël comme en Ukraine, les conflits sont ali-

mentés par les grandes puissances, États-Unis en tête. En RDC le gang M23 terrorise la population pour avoir la mainmise sur les ressources de cobalt présentes dans le sol, et cela pour les profits de sociétés capitalistes.

L'exploitation des travailleurs par la classe patronale constitue un énorme vol. La richesse pousse sur le terreau de la pauvreté or ce sont les travailleurs qui font marcher l'économie capitaliste. Ils ont la possibilité de la stopper pour leurs intérêts propres. Ils détiennent entre leurs mains les moyens de renverser ce système infâme et de le remplacer par une organisation qui s'occupe en priorité des besoins de l'humanité tout entière et non des bénéfices d'une minorité de parasites riches qui mène l'humanité à la catastrophe.



# Ce que nous voulons

## Ce que nous voulons

**R**egrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

**C**ontribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autre, qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

**C**ombattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

**A**ssocier à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

**E**ngager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictateurs qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

**M**ettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

**V**eiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne ne puisse le leur reprendre.

**A**gir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir